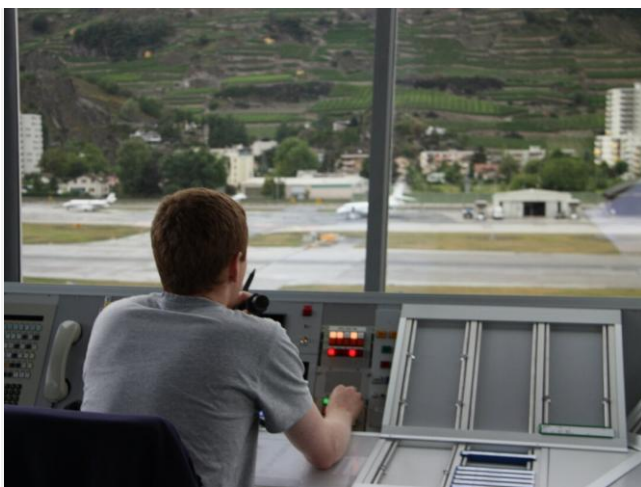


Perte des subventions fédérales à l'aéroport de Sion: pour la ville, c'est «inacceptable».

Le Conseil fédéral veut sucrer les aides de la Confédération aux aéroports régionaux. Pour Sion, c'est quelque 3,5 millions de francs qui pourraient disparaître. Le canton et la ville veulent résister.



Un contrôleur aérien à l'aéroport de Sion. DR

Pour le Conseil fédéral, l'aéroport de Sion sert «principalement des intérêts commerciaux et touristiques régionaux». Une appréciation qui surprend la ville de Sion, exploitatrice de l'aéroport: «Toucher aux subventions fédérales versées pour le contrôle aérien nous paraît inacceptable, eu égard à l'importance stratégique et aux multiples missions assumées par l'aéroport de Sion», commente Philippe Varone.

Si le président de Sion est un brin remonté, c'est parce que la Confédération utilise cet argument pour justifier la suppression dès 2027 de son soutien financier au contrôle aérien dans le cadre des mesures d'austérité budgétaire. Une décision que les chambres fédérales doivent encore confirmer.

En 2023, pour l'aéroport de Sion, cette subvention fédérale représentait 3,6 millions de francs sur les 4,5 millions qu'a coûté le contrôle aérien cette année-là. Des montants qui varient en fonction de l'activité. Le solde de 950 000 francs, avait alors été pris en charge par la ville.

Les aéroports de Buochs (NW), Lugano, Samedan (GR), Saint-Gall et La Chaux-de-Fonds sont également concernés. En revanche, Berne — en raison de son utilisation par le Conseil fédéral — et Granges (SO) — utilisé pour la formation des pilotes — sont partiellement épargnés. Au total, la Confédération prévoit de réduire son soutien de 30 à 5 millions par an, soit une baisse de 83 %.

Directeur de l'aéroport, Christophe Chollet ne comprend pas comment le Conseil fédéral peut envisager une telle décision, alors que l'infrastructure joue un rôle majeur pour la Confédération, bien au-delà de son activité civile. «Sion est un point stratégique pour la sécurité nationale: c'est l'aéroport de dégagement principal des forces aériennes, opérationnel chaque semaine, y compris le week-end», souligne le directeur.

Il rappelle que Sion est régulièrement mobilisé lors d'événements internationaux comme le Forum économique mondial de Davos (WEF). «Lors du dernier WEF, Payerne était inutilisable à cause du brouillard: toutes les opérations se sont reportées à Sion», souligne-t-il. Il cite encore la Patrouille des Glaciers, le sommet du Bürgenstock ou le sommet pour les réfugiés de Genève comme exemples d'événements nécessitant sa base.

Skyguide dans le dur

En Suisse, c'est la société Skyguide qui assure les prestations de navigation aérienne. À Sion, elle gère non seulement l'espace aérien valaisan et le trafic de l'aéroport, mais aussi les opérations et exercices militaires. Pour sa porte-parole Pia Wertheimer, l'abandon de l'aide fédérale pourrait enfoncer une société déjà en difficulté et parfois critiquée pour ses services jugés trop coûteux. «Une réduction des fonds fédéraux, comme le prévoit le paquet d'allégements, entraînerait un déficit de financement pouvant atteindre 30 millions de francs par an pour Skyguide»,

La Confédération rappelle pour sa part que les usagers ne couvrent que 12% des coûts du contrôle aérien, le reste étant financé par la subvention, elle-même alimentée par les impôts sur les huiles minérales.

Ces recettes continueront à être utilisées dans le secteur de l'aviation, conformément à la Constitution, assure-t-elle. Mais l'abandon de la subvention «accroîtra la vérité des prix, car les usagers devront prendre en charge une part plus importante des coûts occasionnés».

A Sion, on s'inquiète de la potentielle hausse des cours d'atterrissage ou de décollage alors que le projet de cantonalisation de l'aéroport est en cours. En 2024, près de 42 000 vols ont été enregistrés, représentant environ 32 000 passagers. À terme, et pour un nombre de mouvements équivalent, ce sont jusqu'à 115 000 personnes qui pourraient être transportées.

Canton rassurant

Pour rappel, le Conseil d'État souhaite créer une nouvelle société exploitante afin de piloter l'avenir de l'aéroport. Si le projet aboutit, la charge financière du canton augmenterait, tandis que celle de la ville de Sion diminuerait. Une participation des autres communes valaisannes serait également introduite.

Du côté du canton, on se veut rassurant. La planification financière de la future société exploitante de l'aéroport «tient compte de cette potentielle suppression de la subvention fédérale».

Selon la déléguée cantonale à l'économie et à l'innovation, Sophie Dini, «une fourchette basse de la subvention cantonale (avec subvention fédérale) et une fourchette haute de la subvention cantonale (sans subvention fédérale) ont été présentées lors de la mise en consultation».

Le canton affirme qu'il continuera à défendre le maintien de cette aide fédérale. Mais à Berne, l'optimisme est limité: la mesure d'économie ne concerne que quelques cantons, et les élus des régions touchées paraissent un peu désarmés.